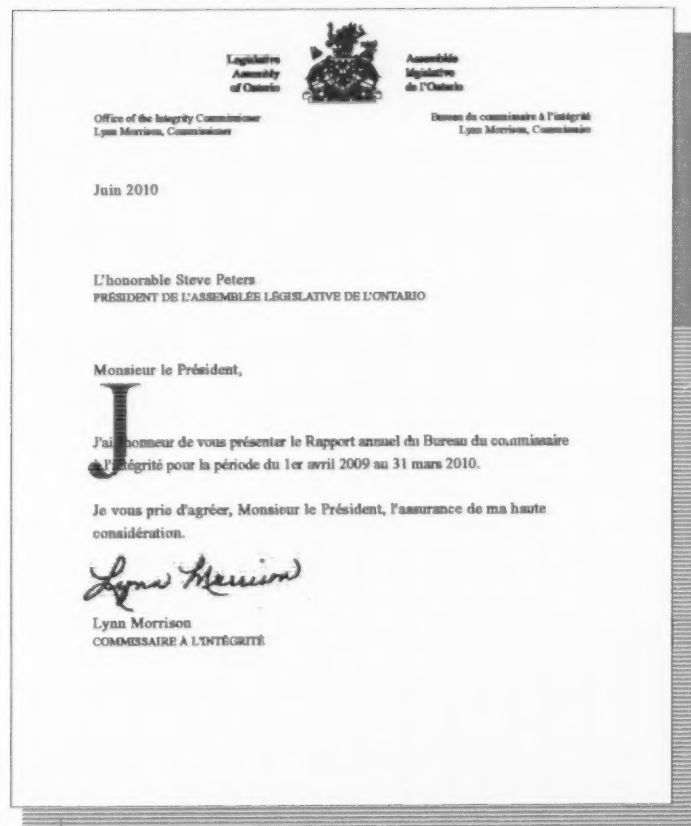


Bureau
du
commissaire
à l'intégrité
de l'Ontario

RAPPORT ANNUEL 2009 – 2010

FAVORISER UNE CULTURE D'INTÉGRITÉ



L'éthique et l'intégrité sont indispensables à la confiance du public envers le gouvernement. Impartial, le Bureau du commissaire à l'intégrité mise sur un bon leadership pour favoriser une culture de l'éthique. Il œuvre à la conciliation des intérêts personnels et des devoirs publics, renforçant la confiance et le respect envers l'Assemblée législative et la fonction publique de l'Ontario.

Favoriser une culture d'intégrité

Lettre au président	
de l'Assemblée législative.....	La page précédente
Message de la commissaire	3
Intégrité des députés	7
Personnel des cabinets des ministres —	
Respect de l'éthique	15
Examen des dépenses.....	21
Fonction publique de l'Ontario —	
Divulcation d'actes répréhensibles	27
Enregistrement des lobbyistes	35
État financier et liaison	41



LYNN MORRISON
COMMISSAIRE À L'INTÉGRITÉ

Les dépenses inappropriées engagées par des titulaires de charge publique ont fait les manchettes l'année dernière ont ébranlé la confiance du public dans le gouvernement. C'est un sujet qui me préoccupe et qui préoccupe également le public et les membres de la fonction publique. Le Bureau du commissaire à l'intégrité de l'Ontario a notamment pour rôle d'encourager les représentants élus, le personnel des cabinets des ministres, les titulaires de charge publique sur qui des pressions sont exercées et les fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles à adopter une conduite éthique et responsable. Ce Rapport annuel me permet de vous en dire plus sur notre rôle. L'année écoulée, qui a vu un nouveau mandat axé sur la responsabilisation et un certain nombre de réalisations importantes, a été l'une des plus difficiles et des plus mouvementées que le Bureau ait jamais connues.

Nouveau mandat

Cela fait huit ans que nous examinons les dépenses des ministres, des chefs des partis de l'opposition et des membres de leur personnel. La proclamation, en décembre dernier, de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* s'inscrit dans le prolongement de ce travail en permettant au Bureau d'examiner les demandes de remboursement de dépenses des cadres supérieurs et de leur personnel dans 22 grands organismes de la province. Je me réjouis de pouvoir contribuer à faire respecter les règles et à protéger les intérêts des contribuables.

Je suis heureuse d'annoncer que nous avons commencé ce travail pour de bon. Nous en sommes à différentes étapes dans l'examen des dépenses dont le remboursement a été demandé par les fonctionnaires concernés avant le 31 décembre 2009, ce qui est bien avant la date limite à laquelle les organismes doivent présenter les demandes de remboursement au Bureau. La collaboration dont ont fait preuve les organismes est appréciée et jouera un rôle clé dans la réalisation du nouveau mandat. ►

Divulgarion d'actes répréhensibles

►
Nous nous
aventurons dans un
nouveau territoire
avec ce mandat.

Nous bénéficions maintenant d'une expérience de deux ans et demi dans l'application du cadre de divulgation des actes répréhensibles prévu dans la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*. Ce cadre revêt une importance critique, car il nous avertit rapidement des problèmes majeurs dans la fonction publique. Nous nous aventurons dans un nouveau territoire avec ce mandat et, forts de notre expérience, nous avons commencé à établir des pratiques exemplaires.

Nous continuons de bénéficier de l'expérience acquise par nos homologues dans le reste du Canada. En octobre dernier, j'ai eu le plaisir d'accueillir des représentants d'autres administrations canadiennes qui œuvrent dans le domaine de la divulgation des actes répréhensibles. Pour nous aider à évaluer l'efficacité avec laquelle nous remplissons notre mandat, nous avons également entamé un processus de consultation à petite échelle afin de mieux comprendre le point de vue de nos intervenants clés et de déterminer les améliorations à apporter.

Enregistrement des lobbyistes

La Loi n'a pas été modifiée depuis que le Bureau a commencé à tenir le Registre des lobbyistes de l'Ontario en 1998. Les conditions de lobbying ont toutefois évolué, et nous sommes en train d'examiner la loi afin de déterminer si nous pouvons renforcer nos pratiques afin d'encourager davantage la transparence. Une des initiatives de cette année a été ma décision de ne plus accepter que les lobbyistes inscrivent dans le formulaire d'enregistrement qu'ils font du lobbying « gouvernement en entier ». Nous avons appris qu'il arrivait rarement aux lobbyistes d'exercer des pressions sur tous les titulaires de charge publique, et qu'ils utilisaient cette expression en guise de raccourci. Le problème est que l'expression « gouvernement en entier » n'aide pas le public à comprendre la nature des activités des lobbyistes. Depuis le 1er avril 2010, les lobbyistes doivent indiquer l'objet de leurs activités avec plus de précision.

Dans l'année qui vient, nous nous efforcerons d'uniformiser nos avis consultatifs, d'actualiser nos Bulletins d'interprétation et d'en élargir le contenu. J'espère pouvoir compter sur la collaboration continue des lobbyistes dans la mise en œuvre de ces initiatives.

Éducation et liaison

Un rôle
important
à jouer dans
l'amélioration
de la confiance
du public
envers le
gouvernement.

Les gens à qui je parle de notre rôle sont souvent étonnés d'apprendre que le Bureau existe, que des règles et règlements ont été mis en place pour régir la conduite des représentants élus et que ceux-ci sont tenus de remplir un formulaire de divulgation financière et de me rencontrer chaque année. Mes réunions de divulgation annuelles avec les députés provinciaux — et le fait qu'ils se conforment tous à leurs obligations — devraient rassurer, et rassurent souvent, le public que des mesures de sauvegarde sont en place pour aider les députés à mettre les intérêts du public au premier plan.

Le Bureau du commissaire à l'intégrité peut accroître la confiance dans le gouvernement en sensibilisant la population à ses activités. Cette année, nous avons pris des mesures concrètes pour relever la visibilité de notre travail. Nous avons publié une brochure contenant des renseignements généraux sur ce que nous faisons, et j'ai organisé de nombreuses réunions d'information avec des groupes communautaires et des intervenants directs. Le succès des activités de liaison de cette année me conforte dans ma conviction que, pour réussir, nous devons continuer d'éduquer et de sensibiliser le public. Nous poursuivrons ces initiatives dans l'année qui vient.

Enfin, je désire remercier mon équipe. Notre groupe est peu nombreux mais efficace. Nous sommes guidés par le bon sens, la discrétion et la conviction que nous avons un rôle important à jouer dans l'amélioration de la confiance du public envers le gouvernement.

*La commissaire
à l'intégrité
conseille les députés
sur les conflits d'intérêt
et le comportement éthique.*

Intégrité des députés

INTÉGRITÉ DES DÉPUTÉS

Mandat

►
Des normes
éthiques élevées
renforcent la
confiance dans
le gouvernement
de l'Ontario.

La commissaire à l'intégrité a trois grandes responsabilités en vertu de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* :

- ◆ répondre aux questions des députés et leur donner des conseils confidentiels sur les questions d'éthique;
- ◆ surveiller les états de divulgation restreinte annuels, rencontrer chaque député pour discuter de l'information et déposer une version publique de ce matériel auprès du président de l'Assemblée législative;
- ◆ faire enquête sur les infractions à la Loi qui, selon un député, auraient été commises par un autre député.

Le commissaire à l'intégrité est un fonctionnaire de l'Assemblée législative qui exerce ses activités en toute indépendance du gouvernement.

Demandes

Au cours de l'année écoulée, 343 demandes confidentielles ont été présentées par des députés ou par des membres de leur personnel ou de leurs familles en vertu de l'article 23 de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés*. La commissaire à l'intégrité s'efforce de répondre à toutes ces demandes dans un délai de 24 heures. Cependant, comme elle doit souvent obtenir des renseignements supplémentaires, la réponse peut prendre plus de temps. De nombreuses questions dont la commissaire à l'intégrité est saisie sont de plus en plus complexes et exigent des recherches additionnelles sur un thème précis.

La Loi interdit à un député de prendre une décision ou de participer à celle-ci s'il existe « la possibilité de favoriser son intérêt personnel ou de favoriser de façon irrégulière celui d'une autre personne ». La question n'est pas de savoir si le député va ou ne va pas favoriser son intérêt personnel, mais plutôt de déterminer si cette possibilité existe. En l'absence d'exception, le public s'attend à ce que les députés qui participent aux décisions ne soient pas influencés par leurs intérêts personnels et il a le droit de savoir si tel est le cas.

Tous les députés doivent déterminer si les activités proposées sont conformes aux principes énoncés dans le préambule de la Loi. Il faut faire preuve de bon sens et d'un bon jugement pour déterminer si les activités proposées empêchent le député d'assumer sa principale responsabilité, qui est de défendre les intérêts de ses commettants à l'Assemblée législative et auprès du gouvernement ontarien. ►

Chaque année, le Bureau publie des demandes anonymisées afin d'aider les députés à reconnaître les circonstances susceptibles de donner lieu à des problèmes en vertu de la Loi. Les deux questions qui ont suscité le plus grand nombre de demandes — à savoir les dons et la participation à des activités de financement pour des œuvres de bienfaisance — sont mises en relief dans ce rapport annuel.

Quelques exemples de demandes reçues au cours de l'année écoulée sont donnés ci-après. Ces exemples visent à mettre les députés et leur personnel en garde contre les situations qui pourraient poser un problème et au sujet desquelles il serait préférable de consulter le Bureau du commissaire à l'intégrité. Il convient de noter que chaque demande est basée sur la divulgation de certains faits et que les avis donnés se fondent sur les faits en question.

DONS

Les députés doivent éviter les circonstances dans lesquelles une personne raisonnable pourrait conclure que le don ou l'avantage accordé avait pour objet d'influencer le député dans l'exercice de ses fonctions. Cette préoccupation est évidemment intensifiée lorsque les dons sont offerts par des intervenants auprès du gouvernement de l'Ontario.

Les règles stipulent que le député ne doit pas accepter de don ni d'avantages personnels liés à l'exercice des devoirs de sa charge sauf s'il s'agit d'un don ou d'un avantage personnel « qui est reçu dans le cadre du protocole, en raison de la coutume ou à l'occasion d'obligations officielles, qui accompagnent habituellement les devoirs de la charge ». Un don est reçu dans le cadre du protocole, en raison de la coutume ou à l'occasion d'obligations officielles si le député doit, par exemple, participer à une cérémonie d'inauguration ou faire un discours.

Le député qui se voit offrir un don ou un avantage doit se poser les questions suivantes :

- ◆ Comment ce don est-il lié aux devoirs de ma charge?
- ◆ Serait-il raisonnable de croire que le don ou l'avantage a été offert afin de m'influencer dans l'exercice des devoirs officiels de ma charge (comme député ou ministre)?
- ◆ Est-ce qu'on s'attend à ce que je fasse quelque chose pour le donateur en retour?

En l'absence de protocole, de coutume ou d'obligation officielle, le don n'est pas acceptable en vertu de l'article 6 de la Loi. Si le don a déjà été accepté par le député, la commissaire à l'intégrité lui recommande habituellement de le retourner ou de le rembourser au donateur.

Les dons reçus dont la valeur dépasse 200 \$ doivent être divulgués au public. ►

Billets pour une activité culturelle

Un intervenant auprès du gouvernement a offert deux billets gratuits à un ministre pour une activité culturelle qui ne relève pas des devoirs de la charge du ministre.

Indemnisation pour une activité annulée

Une députée était censée prendre la parole à un événement. L'événement en question a été annulé, mais la députée n'en a pas été avisée. Un certificat-cadeau a été envoyé à la députée en guise d'excuses.

Réponse de la commissaire

- Les ministres étant souvent tenus d'assister à des activités à titre de représentants officiels du gouvernement de l'Ontario, ils reçoivent des billets ou l'accès à ces activités afin de pouvoir exercer leur devoir. En l'occurrence, comme l'activité ne relevait pas des responsabilités officielles du ministre, l'acceptation des billets ne pouvait pas être considérée comme ayant eu lieu dans le cadre du protocole, en raison de la coutume ou à l'occasion d'obligations officielles qui accompagnent habituellement les devoirs de la charge et elle a été jugée inappropriée.

Réponse de la commissaire

- Quelles que soient les circonstances du don, les certificats-cadeaux sont considérés comme équivalant à de l'argent comptant. Il est donc contre-indiqué de les accepter. En l'occurrence, même si l'événement avait eu lieu et que la députée avait pris la parole, le certificat-cadeau doit être retourné au donateur.

PARTICIPATION À DES ACTIVITÉS DE BIENFAISANCE

Le député peut participer à des initiatives de bienfaisance dans sa circonscription sous réserve des conditions suivantes :

1. l'événement est en faveur d'un organisme ou d'une œuvre de bienfaisance;
2. la participation a lieu de manière raisonnable et sans exercer d'influence induc;
3. le député ou le ministre ne cherche pas à servir des intérêts personnels susceptibles d'entrer en conflit avec ses fonctions à titre de membre de l'Assemblée législative ou du Conseil exécutif;
4. le député ou le ministre n'est pas en mesure de conférer ou de refuser un avantage à un donateur;
5. l'organisme ne s'attend pas à recevoir quoi que ce soit en retour.

On demande souvent à un ministre de faire fonction de président ou de parrain honoraire d'une activité de financement pour un organisme sans but lucratif de la collectivité. Ceci est jugé acceptable, car la désignation sous-entend en général l'octroi d'un appui à un organisme, mais sans responsabilités opérationnelles. Le ministre doit toutefois se retirer de toute discussion portant sur l'aide financière que le gouvernement peut accorder à l'organisme ou sur des questions susceptibles de donner lieu à un conflit d'intérêts en raison de l'appartenance du ministre au Conseil exécutif. ►

Déjeuner avec le ministre

Une ministre a été priée d'offrir « un déjeuner avec la ministre et une visite de Queen's Park » dans le cadre d'un encaissement silencieux ou profit d'un organisme de bienfaisance.

Aide à l'organisation d'une activité de financement

► Un bureau de circonscription a été invité à contribuer à l'organisation d'une activité de financement dans la collectivité.

Réponse de la commissaire

La ministre qui offre un déjeuner et une visite de Queen's Park n'est pas en conflit d'intérêts. Il existe toutefois un risque de conflit d'intérêts si le bénéficiaire est un intervenant auprès du ministre. Si les précautions nécessaires sont prises pour s'assurer que les intervenants auprès du ministre sont exclus de l'encaissement silencieux, l'offre d'un déjeuner et d'une visite ne contrevient pas à la Loi.

Réponse de la commissaire

Il est inapproprié d'utiliser les ressources d'un bureau de circonscription, dont le temps du personnel et le matériel, pour promouvoir une activité de financement. Les membres du personnel peuvent toutefois assister à l'activité de financement dans leurs temps libres, et il n'est pas interdit au député ni à son personnel d'y assister.

DIVERS**Observation d'une réunion communautaire**

► Une réunion communautaire concernant une question controversée ne relevant pas des responsabilités d'un ministre devait se tenir dans la circonscription du ministre en question. Le ministre ne pouvait pas y assister et demandait s'il serait approprié pour un membre de son personnel d'y assister à titre d'observateur.

Réponse de la commissaire

► Les ministres sont appuyés par un personnel de circonscription et un personnel ministériel. Il importe que les rôles et fonctions de chaque type de personnel soient clairement séparés. En l'occurrence, la réunion portait sur une question touchant la circonscription qui n'avait rien à voir avec les responsabilités du ministre. Pour cette raison, la commissaire était d'avis qu'il serait inapproprié pour le personnel ministériel d'assister à la réunion au nom du ministre.

Un membre du personnel de circonscription du ministre pourrait toutefois assister à la réunion.

Aide à un commettant
Des commettants avaient dépassé le délai de présentation d'une opposition écrite à une demande de permis d'alcool devant la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario (CAJO). Une députée a demandé à la CAJO d'aider les commettants à comprendre les politiques et procédures de délivrance des permis. Les commettants ont ensuite demandé à la députée d'intervenir pour que la CAJO accueille leur opposition.

Aide à un commettant dans une affaire juridique
Un commettant, représenté par un avocat, a demandé à un député de l'aider dans une affaire de droit familial devant les tribunaux.

Réponse de la commissaire

La CAJO a mis en place un processus administratif de demande à respecter pour les permis d'alcool. La députée peut recueillir des renseignements sur l'état d'avancement du dossier ou sur les politiques et procédures concernant les oppositions, les droits d'appel, etc. Il serait toutefois inapproprié et contraire à la Loi pour la députée d'intervenir au sujet d'une demande particulière présentée à la CAJO.

Réponse de la commissaire

Si le commettant est représenté par un avocat, c'est à ce dernier qu'il incombe de prendre les mesures nécessaires pour représenter le commettant. Toute intervention du député pourrait être interprétée comme une tentative d'ingérence ou d'influence dans la procédure judiciaire et serait contraire à la Loi.

L'Assemblée législative et l'appareil judiciaire sont deux branches séparées et indépendantes du gouvernement provincial et les conventions parlementaires interdisent tout empiètement dans un sens ou dans l'autre. Notre système démocratique de gouvernement repose sur l'existence de trois pouvoirs : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Chacun d'eux est souverain dans sa propre sphère de compétence. Toute instance devant un tribunal est une instance judiciaire assortie de modalités d'appel précises.

La commissaire était donc d'avis qu'il était inapproprié pour le député d'intervenir.

Soutien à une nomination dans l'Ordre de l'Ontario
Il a été demandé à une ministre de rédiger une lettre appuyant la nomination d'une personne qu'elle connaît dans l'Ordre de l'Ontario.

Soutien à une demande de visa
Des commettants avaient prié un député de rédiger des lettres de soutien pour des parents ou amis qui avaient présenté des demandes de visa. Le député ne connaissait pas les parents ou amis en question.

Rédaction de l'introduction à un livre
On a demandé à un ministre de rédiger une courte adresse à inclure dans un livre qui porte sur une question relevant de sa compétence à titre de ministre.

Réponse de la commissaire

Les nominations dans l'Ordre de l'Ontario sont du ressort du Conseil exécutif de l'Ontario. À titre de membre du Conseil exécutif, la ministre est autorisée à prendre la parole durant l'étude de la question par le Cabinet. Cependant, si la ministre choisit de rédiger une lettre d'appui, celle-ci doit être adressée au ministre responsable et elle ne doit pas participer aux discussions ni au vote du Cabinet sur la nomination de cette personne.

Réponse de la commissaire

La Loi n'interdit pas de rédiger des lettres à l'appui d'une demande de visa. La commissaire a toutefois déconseillé au député de rédiger des lettres d'appui pour des personnes qu'il ne connaît pas. Le préambule de la Loi exige des députés qu'ils agissent avec intégrité, ce qui signifie notamment que toute intervention au nom d'une autre personne doit être faite en connaissance de cause.

Réponse de la commissaire

Comme le livre porte sur une question relevant de la compétence du ministre, la commissaire a déterminé qu'il était approprié pour le ministre de composer un message. Elle a toutefois souligné que s'il existait d'autres livres disponibles sur des sujets semblables, la recommandation du ministre pourrait être interprétée comme favorisant injustement une publication par rapport à une autre.

Commentaires relatifs à la décision d'un tribunal
Un commentant a demandé à plusieurs reprises à une députée de commenter officiellement les décisions prises par les tribunaux dans différentes affaires.

Réponse de la commissaire

La règle *sub judice* fait partie du droit relatif à l'outrage au tribunal. Elle régit le contenu des déclarations publiques concernant des instances juridiques en cours devant les tribunaux, criminels ou civils, lesquels ne doivent pas être influencés par des déclarations publiques. Cette règle s'applique aux parties à un litige, à leurs avocats, au public, aux représentants publics et aux déclarations prononcées devant l'Assemblée législative. La conformité à la règle *sub judice* est reconnue comme faisant partie des conventions parlementaires. Comme l'a déclaré l'honorable Coulter Osborne, ancien commissaire à l'intégrité, dans son rapport du 25 octobre 2006 sur Robert Runciman, député de Leeds-Grenville :

Je mets les députés en garde contre la possibilité de soulever des questions concernant des instances en cours devant un tribunal, même si leurs intentions sont bonnes. Une fois les procédures judiciaires (y compris tout droit d'appel) terminées, rien n'interdit une discussion raisonnable des enjeux dont le tribunal était saisi. Cependant, tant que les procédures ne seront pas terminées, les membres de l'Assemblée législative ne doivent pas discuter publiquement des questions soumises au tribunal.

Comme la commissaire ne savait pas si tous les mécanismes d'appel avaient été épuisés dans les instances susmentionnées, elle a recommandé à la députée de faire preuve de circonspection et de s'abstenir de commenter.

Réponse de la commissaire

Aucune disposition de la Loi n'interdisait au député de rencontrer les syndiqués, mais le député était conscient du fait qu'il ne serait pas approprié d'essayer d'intervenir dans le processus de négociation collective. La commissaire a conseillé au député que, si une rencontre avait lieu, il devait éviter de promettre ou de donner l'impression de promettre d'influencer les négociations entre le syndicat et l'employeur.

Rencontre avec des syndiqués en grève
En pleines négociations collectives, des syndiqués en grève insistaient pour rencontrer un député afin de discuter des exigences de leur employeur et du gouvernement.

La commissaire à l'intégrité
conseille le personnel
des ministres sur les conflits
d'intérêt, les activités
politiques et l'après-mandat.

Personnel des cabinets des ministres -

Respect de l'éthique

PERSONNEL DES CABINETS DES
MINISTRES – RESPECT DE L'ÉTHIQUE

Mandat

La commissaire à l'intégrité est la responsable de l'éthique pour le personnel des cabinets des ministres depuis 2007. À ce titre, elle donne des conseils sur les conflits d'intérêts, les activités politiques et les restrictions d'après-mandat au personnel des cabinets des ministres.

Les membres de ce personnel sont tenus d'aviser la commissaire à l'intégrité de leurs conflits d'intérêts et de suivre ses directives.

Le cadre législatif en matière d'éthique est défini par :

- ◆ le Règlement de l'Ontario 382/07, *Règles relatives aux conflits d'intérêts visant les fonctionnaires actuels et anciens des ministères*;
- ◆ les articles 66 à 69 et 94 à 98 de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario*.

Aperçu

Les questions d'emploi après mandat deviennent de plus en plus complexes.



Dans le cadre de la grande initiative de liaison lancée cette année, la commissaire à l'intégrité a visité des cabinets de ministres afin de rencontrer personnellement les membres de leur personnel et de les informer des règles concernant les conflits d'intérêts, les dons et d'autres questions. L'impact n'a pas tardé à se faire sentir et le nombre d'appels reçus de personnes demandant des rencontres privées a augmenté. Le Bureau a profité de l'occasion pour obtenir une rétroaction utile sur le programme, et les commentaires de ces intervenants importants aideront le personnel du Bureau à adapter les futures réunions aux besoins du personnel des cabinets des ministres.

La plupart des demandes de renseignements que les fonctionnaires ont présentées cette année concernaient les possibilités d'emploi après mandat. Cette question est de plus en plus complexe, car les personnes touchées envisagent de travailler dans des domaines où elles devraient faire appel à de nombreuses compétences acquises dans la fonction publique.

Des 101 demandes reçues par le Bureau cette année (comparativement à 109 en 2008 - 2009), 42 % portaient sur des conflits d'intérêts et 58 %, sur l'emploi après mandat.

Demandes

Toute mention de « fonctionnaire » ci-après vise une personne fonctionnaire qui travaille dans un cabinet de ministre.



Les pages qui suivent présentent, à titre d'exemple et de façon anonyme, quelques demandes de renseignements reçues au cours de l'année écoulée. Ces exemples sont résumés et ne couvrent pas toutes les situations. Ils visent à donner une idée des types de demandes reçues par la commissaire à l'intégrité.

Les résumés de réponses sont omis afin d'aider le personnel des cabinets des ministres à déterminer quand il devrait communiquer avec le Bureau du commissaire à l'intégrité. Les directives et avis de la commissaire qu'ils contiennent sont basés sur des circonstances précises, et il est attendu des personnes employées dans un cabinet ministériel qu'elles se mettent en rapport avec la commissaire pour prendre conseil et obtenir des directives spécifiques si jamais elles faisaient face à des situations similaires.

DONS

Il est interdit au fonctionnaire d'accepter un don ou avantage de toute personne, groupe ou entité qui traite ou pourrait traiter avec la Couronne, si une personne raisonnable pourrait conclure que le don ou l'avantage en question est susceptible d'influencer le fonctionnaire. Cette règle n'empêche toutefois pas le fonctionnaire d'accepter un don ou avantage de valeur symbolique offert par mesure de courtoisie ou d'hospitalité.

Le fonctionnaire qui essaie de déterminer s'il est approprié d'accepter un don ou avantage doit se demander pourquoi le donateur le lui a offert et s'il s'attend à recevoir quelque chose en retour. Le fonctionnaire doit signaler tout don ou avantage reçu à la commissaire à l'intégrité, quelle qu'en soit la valeur.

Billets pour un concert
Un intervenant auprès du gouvernement a offert des billets pour un concert à une fonctionnaire. Celle-ci peut-elle accepter les billets?

► Réponse de la commissaire

La fonctionnaire a été enjointe de ne pas accepter les billets pour les raisons suivantes :

1. l'intervenant auprès du gouvernement pourrait avoir des rapports avec la Couronne;
2. une personne raisonnable pourrait conclure que les billets pourraient influencer la fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions au service de la Couronne;
3. la valeur des billets n'était pas symbolique;
4. la fonctionnaire n'était pas tenue d'assister au concert dans le cadre de ses fonctions et responsabilités.

ACTIVITÉS EXTÉRIEURES

Dans de nombreuses circonstances, le fonctionnaire peut faire du bénévolat, siéger à des conseils et travailler à temps partiel en dehors de la fonction publique, à condition que ces activités n'entraînent pas en conflit avec ses fonctions au service de la Couronne ou nuisent à sa capacité de faire son travail au sein du ministère. Il pourrait avoir du mal à se conformer à ces règles si ses activités extérieures se rapportent à une question qui relève de la compétence de son ministère ou concernent une entité qui est aussi un intervenant auprès du gouvernement. Le fonctionnaire doit veiller à ce qu'il y ait une distinction bien claire entre ses activités extérieures et son travail au service de la Couronne et encadrer ces activités durant ses heures libres. Il doit également tenir compte des règles relatives aux conflits d'intérêts concernant le traitement préférentiel et la participation au processus décisionnel.

Travail à la pique

Une fonctionnaire envisageait de travailler à la pique à rédiger des articles sur des sujets n'ayant rien à voir avec son ministère.

► Réponse de la commissaire

Comme cette activité n'a rien à voir avec le ministère de la fonctionnaire, il a été déterminé qu'elle pouvait rédiger les articles sous réserve des conditions suivantes :

1. la fonctionnaire informe le ministre, et le ministre donne son consentement;
2. la fonctionnaire rédige les articles durant ses heures libres et sans utiliser de ressources du gouvernement;
3. la fonctionnaire demande conseil à la commissaire si un sujet risque d'empiéter sur un domaine du gouvernement provincial.

Siéger à un conseil d'administration

Un fonctionnaire envisageait de siéger au conseil d'administration d'un organisme qui n'est pas un intervenant auprès de son ministère.

► Réponse de la commissaire

Il a été déterminé que le fonctionnaire pouvait siéger au conseil d'administration sous réserve des conditions suivantes :

1. le fonctionnaire informe la ministre, et la ministre donne son consentement;
2. le fonctionnaire se retire de toute discussion du conseil sur les fonds octroyés par le gouvernement provincial ou toute autre question susceptible d'entraîner en conflit avec la Couronne;
3. le fonctionnaire exerce ses activités pour le conseil durant ses heures libres et sans utiliser de ressources du gouvernement.

Blogues

Un fonctionnaire qui a créé un blogue personnel est muté à un nouveau ministère, de sorte que les sujets traités dans son blogue relèvent maintenant de la compétence de son nouveau ministère. Le fonctionnaire peut-il continuer de tenir son blogue?

► Réponse de la commissaire

Le fonctionnaire a été enjoint de supprimer ses commentaires antérieurs du serveur hôte et de ne pas tenir de blogue tant qu'il sera au service du nouveau ministère.

EMPLOI APRÈS MANDAT

Le fonctionnaire qui quitte la fonction publique doit respecter les obligations et restrictions d'après mandat, y compris :

- ◆ une obligation perpétuelle de s'abstenir de solliciter un traitement préférentiel ou de divulguer des renseignements confidentiels;
- ◆ une interdiction d'exercer, pendant les 12 mois suivant la date à laquelle il a cessé d'être fonctionnaire, des pressions sur un ministère où il a travaillé à un moment donné au cours des 12 derniers mois;
- ◆ une interdiction potentielle d'accepter un emploi auprès d'une entité, d'une personne ou d'un organisme public avec lequel il avait des rapports importants et où il avait accès à des renseignements confidentiels susceptibles de nuire à la Couronne ou de conférer un avantage à l'entité;
- ◆ une interdiction perpétuelle de conseiller une entité au sujet d'une instance, d'une négociation ou d'une opération sur laquelle le fonctionnaire a conseillé la Couronne.

Il est recommandé au fonctionnaire d'entrer en contact avec la commissaire afin d'obtenir des conseils ou directives concernant l'après-mandat lorsqu'il envisage un changement d'emploi.

Devenir un lobbyiste

Un ancien fonctionnaire a demandé s'il était interdit d'exercer des pressions sur un organisme relevant de la compétence de son ancien ministère.

► Réponse de la commissaire

Il est interdit aux anciens fonctionnaires d'exercer des pressions sur leur ancien ministre, son personnel ou tout autre fonctionnaire du ministère pour une période de 12 mois. Il ne leur est toutefois pas interdit d'exercer des pressions sur des organismes relevant de la compétence de leur ancien ministère. Comme il lui est interdit de solliciter un traitement préférentiel ou un accès privilégié, le fonctionnaire a été enjoint d'agir avec prudence au moment d'exercer des pressions sur l'organisme. Il lui a été recommandé de demander conseil à la commissaire avant de prendre toute mesure concernant l'organisme afin d'assurer sa conformité à l'interdiction de solliciter un traitement préférentiel.

Assurer l'acceptabilité des activités de lobbying
Une ancienne fonctionnaire a demandé si elle pouvait assister à des réunions d'échange d'information avec des fonctionnaires de son ancien ministère.

Réponse de la commissaire

Le terme « lobbying » désigne la communication avec le titulaire d'une charge publique pour tenter d'influencer ses décisions. Les rencontres avec des fonctionnaires n'étant pas nécessairement des activités de lobbying, chaque rencontre doit être évaluée au cas par cas. La fonctionnaire doit se rappeler qu'elle ne sera pas nécessairement en mesure de contrôler le sujet ou l'orientation de la réunion, même si elle n'a pas l'intention d'exercer des pressions. Elle doit également éviter de solliciter un traitement préférentiel durant les réunions avec des fonctionnaires.

Il a été recommandé à la fonctionnaire de demander conseil au Bureau du commissaire à l'intégrité avant chaque rencontre prévue avec des représentants de son ancien ministère dans les 12 mois suivant son départ de la fonction publique, afin d'assurer sa conformité à la restriction sur le lobbying et à l'interdiction de solliciter un traitement préférentiel.

La commissaire à l'intégrité
examine les frais de déplacement,
de repas, d'hébergement
et d'accueil dont le remboursement
est demandé par un vaste éventail
de fonctionnaires. L'objectif
est d'envergurer la transparence
et la responsabilisation dans
la gestion des fonds publics.

Examen des dépenses

EXAMEN DES DÉPENSES

Mandats

Ministres et chefs de l'opposition

La commissaire à l'intégrité examine les frais de déplacement, de repas, d'hébergement et d'accueil des ministres, des adjointes et adjoints parlementaires, des chefs d'un parti de l'opposition et de leur personnel. Elle détermine si les dépenses satisfont aux critères de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*.

La commissaire examine les demandes de remboursement et adresse toute question à l'auteur de la demande. Les sommes versées en remboursement de dépenses jugées contraires aux critères doivent être restituées au gouvernement.

Dépenses du secteur public

La commissaire à l'intégrité examine les frais de déplacement, de repas, d'hébergement et d'accueil engagés par les dirigeants et les cadres supérieurs des principaux conseils, commissions et organismes publics de l'Ontario. Cet examen est similaire à celui des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition. La commissaire détermine si les dépenses satisfont aux critères établis dans la Directive sur les frais de déplacement, de repas et d'accueil, et toute somme indûment remboursée doit être restituée. Cette responsabilité est énoncée dans la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public*.

Aperçu

Les lignes directrices applicables aux dépenses des fonctionnaires figurent dans la Directive sur les frais de déplacement, de repas et d'accueil du gouvernement de l'Ontario.

Le mandat d'examen des dépenses du Bureau du commissaire à l'intégrité a été substantiellement élargi cette année avec l'adoption de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public*. Fort de son expérience antérieure dans l'examen des dépenses des ministres, des chefs d'un parti de l'opposition et de leur personnel, le Bureau a étoffé les politiques et procédures afin de faciliter l'examen. Avec la collaboration des 22 organismes touchés, le personnel a entrepris l'examen des dépenses bien avant le délai spécifié dans la Loi.

En plus de se préparer à remplir son nouveau mandat, le Bureau a passé une année très occupée et très fructueuse à surveiller les dépenses déclarées par les ministres du gouvernement ontarien, les chefs des partis de l'opposition, les adjointes et adjoints parlementaires et les membres de leur personnel. Toutes les dépenses déclarées sont examinées afin d'en assurer la conformité aux plus hautes normes. L'examen est guidé par un principe clé : veiller à ce que toutes les dépenses reflètent un usage prudent des fonds publics. Ce principe est mis en balance avec le fait que les ministres sont souvent appelés à remplir des fonctions cérémoniales ou officielles au nom de la province.

Les examens effectués dans le cadre de chaque mandat sont approfondis. Le Bureau du commissaire à l'intégrité examine les demandes de remboursement afin de s'assurer qu'elles sont conformes aux règles ou directives applicables et qu'une documentation suffisante a été fournie et, dans la mesure du possible, il compare les sommes demandées aux prix du marché. Si nécessaire, le Bureau demande des renseignements additionnels. Cependant, lorsqu'une demande de remboursement est jugée excessive, la commissaire à l'intégrité exige de l'auteur qu'il restitue l'argent au gouvernement.

Ministres et chefs d'un parti de l'opposition

La commissaire à l'intégrité doit remettre au président de l'Assemblée législative de l'Ontario un rapport écrit sur l'examen des dépenses engagées par les ministres, les adjointes et adjoints parlementaires, les chefs d'un parti de l'opposition et les membres de leur personnel. Cette exigence est stipulée à l'article 10 de la *Loi de 2002 sur l'examen des dépenses des ministres et des chefs d'un parti de l'opposition et l'obligation de rendre compte*.

La commissaire à l'intégrité peut, dans son rapport, révéler l'identité de quiconque ne se conforme pas à une ordonnance de restitution ou à une recommandation visant toute autre action. Elle ne peut toutefois nommer aucun tiers ni reprocher à qui que ce soit d'avoir suivi ses conseils. La commissaire peut rendre compte d'instances où ses conseils relatifs à la prise de mesures correctives n'ont pas été suivis.

Examen des dépenses du secteur public

►
Un nouveau
système
de vérification
couvrira environ
550 personnes.

La *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* confère à la commissaire la responsabilité d'examiner les dépenses des cadres supérieurs de 22 des principaux organismes, conseils et commissions de l'Ontario, ce qui représente un total d'environ 550 personnes.

La commissaire à l'intégrité examine les dépenses d'un certain nombre de personnes qui sont employées par ces organismes ou qui y sont nommées (appelées « personnes désignées » dans la Loi). Les personnes désignées comprennent :

- ◆ tous les membres du conseil d'administration d'un organisme;
- ◆ le directeur général et l'équipe de gestionnaires supérieurs;
- ◆ les cinq employés de l'organisme qui présentent les demandes de remboursement les plus élevées pour l'année. ►

Depuis que ce mandat lui a été confié, le Bureau a réuni à établir un système d'examen qui tire le maximum des ressources en personnel existantes, de l'expertise et des conseils de la Division de la vérification interne au ministère des Finances.

Le plus tôt possible après avoir développé le système, le personnel du Bureau a rencontré des représentants de chacun des 22 organismes afin de leur expliquer le processus d'examen. Ces rencontres ont aidé le personnel à mieux comprendre les dépenses et processus comptables respectifs des organismes et fourni une rétroaction utile.

La Loi exige de la commissaire qu'elle examine toutes les demandes de remboursement présentées par des personnes désignées après le 1^{er} septembre 2009. Elle fixe toutefois au 30 juin 2010 la date limite de présentation des demandes de remboursement au Bureau. La mise en place du processus a permis au Bureau de recevoir les demandes de remboursement bien à l'avance du délai, et nous sommes heureux de pouvoir dire que le personnel a commencé en janvier 2010 à examiner les demandes pour la période du 1^{er} au 30 septembre 2009. Cet examen précoce a été rendu possible grâce à la collaboration de tous les organismes. Au cours des mois qui viennent, le Bureau s'efforcera de déposer des rapports trimestriels, comme l'exige la Loi.

En commençant par examiner un plus petit nombre de demandes, le Bureau a pu évaluer le processus, apporter les ajustements nécessaires et évaluer ses besoins en ressources. En conséquence, deux autres employés seront engagés au cours de l'exercice qui vient. Ces employés cumuleront les deux mandats d'examen des dépenses et coordonneront toutes les activités connexes.

*Réagir de façon
appropriée lorsque
des fonctionnaires
portent des allégations
d'actes répréhensibles*

**Fonction publique
de l'Ontario -
Divulgence d'actes
répréhensibles**

**FONCTION PUBLIQUE DE L'ONTARIO -
DIVULGATION D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES**

Mandat

La commissaire à l'intégrité, un tiers parti indépendant, constitue un rouage essentiel d'un cadre efficace de divulgation des actes répréhensibles.

- ◆ En tant que tiers indépendant, la commissaire à l'intégrité est autorisée en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* à entendre les allégations d'actes répréhensibles portées par des fonctionnaires qui travaillent dans des ministères ou des organismes publics du gouvernement de l'Ontario et à y donner suite.
- ◆ Les fonctionnaires ne sont pas tenus d'avoir épuisé le processus interne de divulgation des actes répréhensibles avant de porter ces actes à l'attention de la commissaire.
- ◆ Selon la Loi, « acte répréhensible » s'entend d'un acte ou d'une omission de la part d'un fonctionnaire qui :
 - contrevient à la loi;
 - pose un grave danger pour la vie, la santé ou la sécurité de quiconque ou un grave danger pour l'environnement lorsque ce danger est déraisonnable; ou
 - constitue un cas grave de mauvaise gestion.
- ◆ Lorsqu'un fonctionnaire informe la commissaire qu'un acte répréhensible a été commis ou est sur le point d'être commis, la commissaire doit d'abord renvoyer l'affaire à un cadre compétent du gouvernement pour qu'il fasse enquête, en évitant de révéler l'identité de la source si possible.
- ◆ La commissaire examine la réponse du cadre et elle peut demander des renseignements additionnels ou formuler des recommandations. En fin de compte, si elle n'est pas satisfaite de la réponse donnée, elle peut mener sa propre enquête.
- ◆ Elle doit d'abord et avant tout s'assurer que les allégations reçues ont été traitées de façon appropriée et significative.

Aperçu

Le modèle de l'Ontario est tout particulier.

Le Bureau du commissaire à l'intégrité a continué d'améliorer ses pratiques d'accueil, d'examen et de renvoi des allégations pour enquête, et il a entamé sa première enquête indépendante. Bien que le nombre de contacts et de renvois soit resté constant au cours de cette deuxième année complète du nouveau mandat, la complexité des dossiers à examiner a augmenté.

Le modèle ontarien est unique en ce sens que la commissaire à l'intégrité doit d'abord renvoyer les allégations d'actes répréhensibles potentiels à un cadre compétent du gouvernement. Aucune autre administration canadienne ne peut donner des conseils ou recommander des pratiques exemplaires concernant le mécanisme de renvoi. L'expérience acquise au cours des deux premières années et demie a donc permis au Bureau de réaliser d'importants progrès dans l'établissement de ses propres pratiques exemplaires.

Pour ce faire, il : Le Bureau cherche d'abord à s'assurer que les allégations d'actes répréhensibles potentiels font l'objet d'une enquête appropriée.

- ◆ examine les allégations avant de les renvoyer afin de confirmer que, si les actes allégués sont prouvés, ils constituent effectivement des actes répréhensibles au sens de la Loi;
- ◆ se met à la place de l'auteur des allégations en renvoyant celles-ci à un cadre compétent du gouvernement et en faisant faire une enquête;
- ◆ donne des conseils aux cadres et établit des normes pour les aider à mener des enquêtes efficaces;
- ◆ examine les réponses du gouvernement aux allégations, notamment en faisant un examen détaillé du rapport après renvoi et d'autres documents, en demandant des renseignements additionnels, en présentant des recommandations et en assurant un suivi pour s'assurer que les mesures correctives requises ont été prises ou mises en marche.

Le Bureau s'efforce aussi d'informer les auteurs des allégations du cadre de divulgation et du rôle de la commissaire. L'expérience démontre que le processus de divulgation des actes répréhensibles n'est généralement pas positif pour la personne qui fait les allégations. ►

De l'avis de la commissaire, cette situation existe parce que l'auteur des allégations est écarté de l'enquête et ne reçoit que des renseignements limités sur les conclusions des enquêteurs. Pour régler ce problème, le personnel du Bureau s'est efforcé de fournir plus de renseignements à l'étape de l'accueil pour que les auteurs des allégations connaissent bien le processus de divulgation et leur rôle dans ce processus.

Ces expériences démontrent clairement que la nécessité d'une surveillance externe diminue lorsque les fonctionnaires se sentent suffisamment en confiance pour divulguer des actes répréhensibles potentiels ou pour porter d'autres allégations graves à l'interne. L'objectif collectif des responsables est d'encourager les fonctionnaires à avoir recours au cadre interne de divulgation des actes répréhensibles parce qu'il permet d'aborder n'importe quelle question, favorise des rapports plus directs entre l'auteur des allégations et les cadres et, selon le Bureau, aboutit à une plus grande satisfaction pour tous les intéressés.

Résumé des activités d'accueil

	2008-09	2009-10
Intégrité des services rendus par les fonctionnaires	30	35
Demande de renseignements	19	20
Intention de divulguer des actes répréhensibles	11	15
	2008-09	2009-10
Traitement des cas où le fonctionnaire a décidé de divulguer un acte répréhensible (compétence des enquêteurs régionaux de l'enquête)	19¹	18²
Renvoi au cadre compétent pour enquête	7	3
Divulgation non accueillie parce que les allégations ne portaient pas sur un « acte répréhensible » au sens de la Loi	2	4
Le Bureau a accueilli la divulgation, mais il n'a pas pu y donner suite parce que les circonstances échappaient à sa compétence	2	1
Dossier clos pour une raison quelconque (p. ex., le divulgateur a décidé de ne pas aller de l'avant, renseignements insuffisants pour déterminer la compétence)	5	3
Dossier encore à l'étude à la fin de l'exercice	3	7

¹ Dont 11 cas où le fonctionnaire avait exprimé son intention de divulguer un acte répréhensible, plus 8 cas encore à l'étude à la fin de 2008.

² Dont 15 cas où le fonctionnaire avait exprimé son intention de divulguer un acte répréhensible, plus 3 cas encore à l'étude à la fin de 2009.

Renvoi à des cadres pour enquête

Lorsque la commissaire renvoie un dossier au cadre compétent, ce dernier doit mener une enquête et rendre compte de ses conclusions à la commissaire (dans le « rapport après renvoi »). La commissaire examine le rapport après renvoi, ce qui prend du temps et peut l'obliger à faire appel à des experts de l'extérieur pour qu'ils évaluent la réponse du gouvernement.

Il s'agit d'un processus discret. La loi stipule qu'il faut protéger l'identité des parties en cause dans la divulgation d'actes répréhensibles, dont les divulgateurs, les témoins et les personnes qui auraient commis des actes répréhensibles. C'est pourquoi nous ne pouvons pas révéler les détails des actes en question dans ce rapport annuel. Bien qu'une description générale ne permette généralement pas aux membres du public de reconnaître les circonstances, elle pourrait permettre au personnel des ministères touchés d'identifier les parties en cause. Il est prévu qu'avec le temps, le Bureau pourra fournir plus de détails sur les cas de divulgation qui ont eu une issue favorable.

Cette année, trois cas de divulgation ont été renvoyés à des cadres de la fonction publique pour qu'ils fassent enquête. Les renvois concernaient les trois types d'actes répréhensibles potentiels. À la fin de l'exercice, la commissaire avait terminé son examen de deux des trois rapports après renvoi. Le troisième rapport après renvoi reste à l'étude.

CAS 1 — Allégation de conflit d'intérêts

Il a été allégué qu'un fonctionnaire avait enfreint les règles régissant les conflits d'intérêts en matière d'embauche. L'enquête concluait que les règles n'avaient pas été enfreintes. Satisfaite des résultats de l'enquête, la commissaire a clos le dossier.

CAS 2 — Conformité aux normes de qualité

Il a été allégué que des fonctionnaires étaient impliqués dans un cas grave de mauvaise gestion ou avaient posé un grave danger parce qu'ils ne s'étaient pas assurés qu'une unité de prestation de service satisfaisait aux normes provinciales. L'enquête a permis de confirmer une grande partie des circonstances signalées par le divulgateur. Après avoir examiné le rapport après renvoi, la commissaire a conclu que différents facteurs, dont aucun n'était directement attribuable à une personne particulière, indiquaient un cas de mauvaise gestion, mais qu'il ne s'agissait pas d'un cas grave, et que ces facteurs risquaient de poser un grave danger déniaisonnable.

Le cadre à qui la commissaire avait renvoyé le dossier s'est engagé à prendre des mesures correctives pour régler les problèmes cernés et réduire le risque d'actes répréhensibles dans l'avenir. En l'occurrence, la commissaire a formulé une recommandation que le cadre a adoptée. Satisfaite des résultats de l'enquête, la commissaire a clos le dossier.

Demandes de renseignements, recommandations et enquêtes

Demandes de renseignements et recommandations

Demandes de renseignements	2
Recommandations	1
Recommandations suivies	1

Lorsqu'elle examine un rapport après renvoi, la commissaire peut demander des renseignements additionnels et formuler des recommandations. Elle a usé de ce pouvoir pour obtenir des renseignements additionnels susceptibles de l'aider à examiner le rapport d'enquête et pour s'assurer que des mesures correctives avaient été prises.

Si elle n'est pas satisfaite des résultats de l'enquête menée par le cadre ou des renseignements additionnels fournis en réponse à sa demande ou à la suite de sa recommandation, la commissaire peut faire sa propre enquête. Cette année, pour la première fois, la commissaire était insatisfaite des renseignements fournis en réponse à une demande concernant un dossier traité en grande partie en 2008 – 2009 et a lancé sa propre enquête, qui se poursuivait à la fin de l'exercice.

Menace de représailles

La commissaire est tenue de résumer chaque année dans un rapport ce qu'elle sait au sujet de la suite donnée aux constatations de représailles visées par la Loi. Il n'y a eu à sa connaissance aucune constatation de représailles conformément aux dispositions de la Loi.

La commissaire n'est pas habilitée à traiter les allégations de représailles. Elle continue toutefois d'observer que la crainte de représailles demeure une entrave aux divulgations dans le cadre actuel. Pour aider à comprendre et à éclairer le processus, le Bureau consultera des fonctionnaires, des sous-ministres et des présidents d'organismes publics au cours de l'année qui vient. Il leur posera les questions suivantes :

1. Comment nous débrouillons-nous dans ce dossier?
2. Pouvons-nous faire mieux?
3. Répondons-nous aux besoins des fonctionnaires qui sont témoins d'actes répréhensibles?

En consultant ces personnes et en tirant des leçons de l'expérience acquise jusqu'ici, le Bureau déterminera s'il peut en faire plus pour dissiper les craintes de représailles ou pour améliorer la façon dont le Bureau assume ses responsabilités dans le cadre de divulgation.

Formulation de commentaires et défense des divulgateurs

La commissaire à l'intégrité a rencontré le ministre des Services gouvernementaux au sujet de son pouvoir de prendre des arrangements en vue de la fourniture de services juridiques aux fonctionnaires qui participent à la divulgation d'actes répréhensibles et de payer ces services. La commissaire a recommandé que le règlement soit clarifié de manière à lui donner une plus grande marge de manœuvre dans l'obtention et le financement de ces services pour les fonctionnaires qui envisagent de faire une divulgation. Elle a également recommandé d'apporter des modifications aux critères à prendre en compte dans l'examen des demandes de financement.

Leçons à tirer d'autres administrations

En octobre 2009, le Bureau a accueilli des représentants de six bureaux canadiens qui assument des responsabilités publiques semblables. Le cadre ontarien est unique, mais il y a beaucoup de points en commun, comme les pratiques exemplaires en matière d'enquête, la communication avec les divulgateurs et l'interprétation de la loi. Le Bureau bénéficie d'une relation de consultation solide avec les membres de ce groupe professionnel.

Le saviez-vous?

La commissaire à l'intégrité n'est qu'un rouage du cadre de divulgation des actes répréhensibles. Il existe également un mécanisme interne de divulgation, ainsi qu'une procédure à suivre pour appliquer le droit du fonctionnaire de ne pas subir de représailles parce qu'il aurait divulgué des actes répréhensibles.

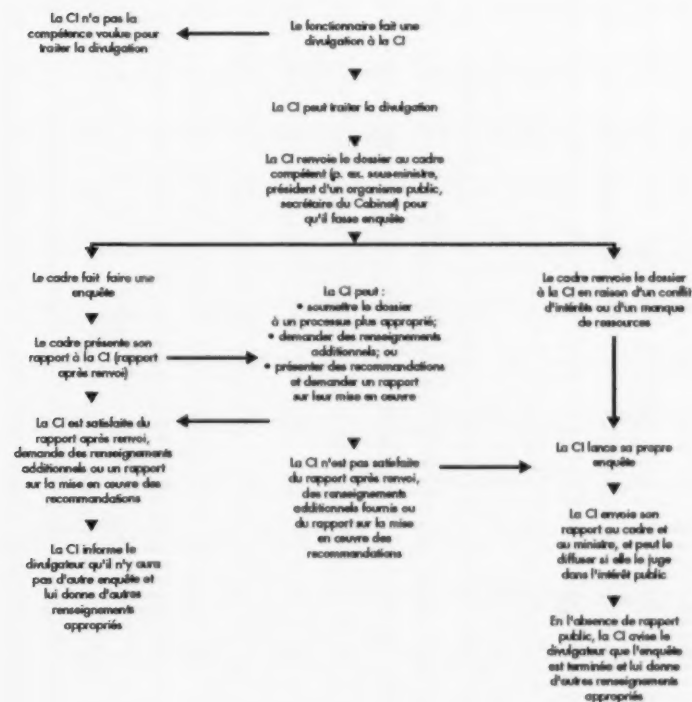
Demandes provenant du public

	2008 – 09	2009 – 10
Nombre total de contacts	5	14
Intention de déposer une plainte au sujet d'un fonctionnaire	2	2

Processus de divulgation des actes répréhensibles

Dans quelles circonstances un fonctionnaire peut-il s'adresser au Bureau du commissaire à l'intégrité?

- ◆ Il ne juge pas approprié de s'adresser directement au responsable de l'éthique de son ministère ou organisme (sous-ministre ou président d'un organisme public).
- ◆ Il s'est adressé directement au responsable de l'éthique mais craint que le dossier ne soit pas traité de façon appropriée.



Un système robuste
d'enregistrement des
lobbyistes permet
aux membres du public
de savoir qu'ils ont le droit
et de quoi au sein
du gouvernement.

Enregistrement des lobbyistes

ENREGISTREMENT DES LOBBYISTES

Mandat

Le Bureau maintient un registre public en ligne de lobbyistes rémunérés. Ces responsabilités sont décrites dans la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes*.

Qu'est-ce que le lobbying?

On parle de lobbying lorsqu'une personne qui est rémunérée pour le faire communique avec le titulaire d'une charge publique pour tenter d'influencer sur des initiatives gouvernementales, y compris :

- ◆ les propositions législatives, les projets de loi, les résolutions et les règlements;
- ◆ les modifications apportées aux politiques, aux programmes et aux décisions;
- ◆ l'octroi de subventions, de contributions et d'autres avantages financiers;
- ◆ la privatisation et l'impartition;
- ◆ l'attribution d'un marché (lobbyistes-conseils seulement);
- ◆ l'organisation de réunions (lobbyistes-conseils seulement).

Qu'est-ce qui ne constitue pas du lobbying?

Les communications entre les titulaires de charge publique et des personnes, des entreprises ou des organismes qui revêtent un caractère purement consultatif et qui sont essentielles à l'élaboration des politiques gouvernementales, y compris :

- ◆ les observations orales et écrites aux comités de l'Assemblée législative;
- ◆ les observations orales et écrites faites au titulaire d'une charge publique à l'égard de l'exécution, de l'interprétation ou de l'application d'une loi, d'une politique, d'un programme, d'une directive ou d'une ligne directrice;
- ◆ les observations orales et écrites en réponse directe à des demandes écrites d'avis ou d'observations;
- ◆ les communications ordinaires entre les députés et leurs commettants.

Quelles sont les catégories de lobbyistes?

- | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>1. les lobbyistes-conseils, chargés par un client, moyennant le paiement d'honoraires, de communiquer avec le titulaire d'une charge publique en Ontario, par exemple les conseillers en relations gouvernementales et les avocats;</p> | <p>2. les lobbyistes salariés, employés par une personne morale ou une société en nom collectif ou en commandite qui exerce des activités commerciales à des fins de gain pécuniaire;</p> | <p>3. les lobbyistes salariés employés par des organisations sans but lucratif, dont les associations, les chambres de commerce, les organismes communautaires, les organismes de bienfaisance et les groupes de défense de droits.</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Aperçu

►
Le site est bien conçu et convivial. Essayez Recherche rapide pour trouver les renseignements figurant dans le formulaire d'enregistrement d'un lobbyiste.

Le Bureau d'enregistrement des lobbyistes a continué cette année de renforcer la divulgation des activités de lobbying en Ontario, car il croit qu'une plus grande transparence augmentera la confiance du public. Le registre, établi il y a 11 ans, offre un moyen efficace et efficient de savoir qui exerce des pressions sur le gouvernement et à quel sujet. Dans un souci constant d'amélioration, le Bureau interprète les lois et fournit des avis aux intervenants tout en surveillant de près les changements apportés ailleurs.

En septembre 2009, la registraire des lobbyistes a assisté à l'assemblée annuelle de ses homologues à Victoria (C.-B.), où les tables rondes portaient sur des sujets allant du lancement du nouveau système d'enregistrement des lobbyistes de l'Alberta au processus d'enquête du Commissariat au lobbying du Canada. Ces réunions, comme les réunions informelles de la registraire avec ses homologues municipaux, provinciaux et fédéraux, sont jugées utiles car elles permettent aux autorités responsables de partager les pratiques exemplaires et les normes techniques et de discuter des développements législatifs.

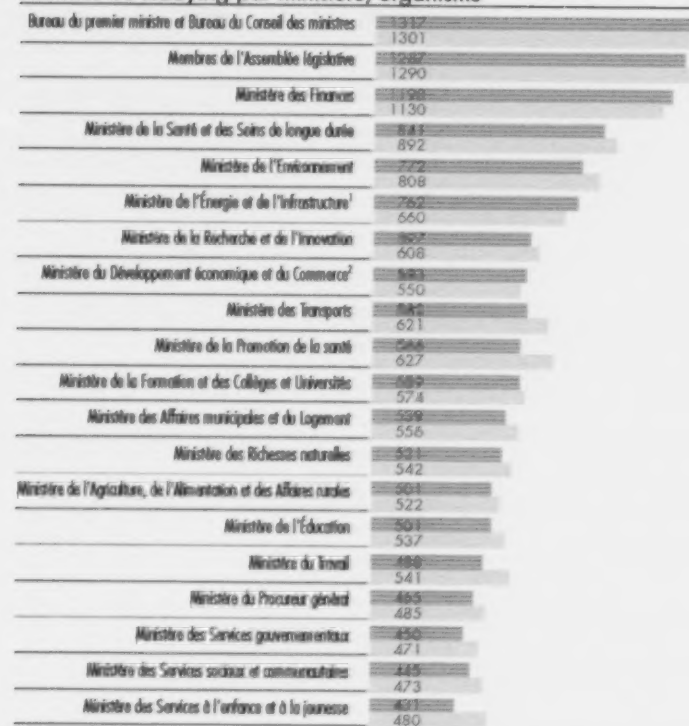
Un changement important que le Bureau d'enregistrement des lobbyistes a apporté cette année devrait accroître l'ouverture et la transparence de l'information consignée dans le registre. En effet, quand les lobbyistes doivent indiquer dans leurs formulaires d'enregistrement les ministères ou organismes ciblés, ils ne peuvent plus choisir l'option générique « gouvernement en entier ». Ce changement est entré en vigueur le 1er avril 2010. Chaque lobbyiste doit maintenant choisir un ministère ou organisme particulier. Ce changement, qui vise à donner une meilleure idée des activités des lobbyistes, s'inscrit dans le cadre d'un examen régulier des opérations du registre. Il est prévu d'apporter d'autres modifications au registre dans l'année qui vient, afin de mieux remplir le mandat clé de l'autogouvernance. ►

En Ontario, le nombre de lobbyistes enregistrés continue d'augmenter. Au début, le registre comptait 684 enregistrements actifs de lobbyistes qui s'employaient surtout à exercer des pressions sur le gouvernement dans les domaines de l'économie, de la santé et de la fiscalité. Au 31 mars 2010, ce chiffre avait grimpé à plus de 1 900, et les efforts des lobbyistes étaient axés sur la santé, l'environnement et la fiscalité.

Le Bureau bénéficie de relations professionnelles avec ses intervenants, et le nombre de demandes générales a augmenté, car les lobbyistes hésitent moins à demander conseil. Les questions posées portaient notamment sur les exigences en matière d'enregistrement, la façon de remplir les formulaires, les activités de lobbying jugées susceptibles d'enregistrement, les modalités de recherche en ligne et les différences entre les catégories de lobbyistes.

	31 Mars, 2009	31 Mars, 2010
Enregistrements	1853	1931
Genre		
Lobbyistes-conseils	1484	1544
Lobbyistes, salariés, organisations	211	222
Lobbyistes, salariés, personnes et sociétés en nom collectif	158	165

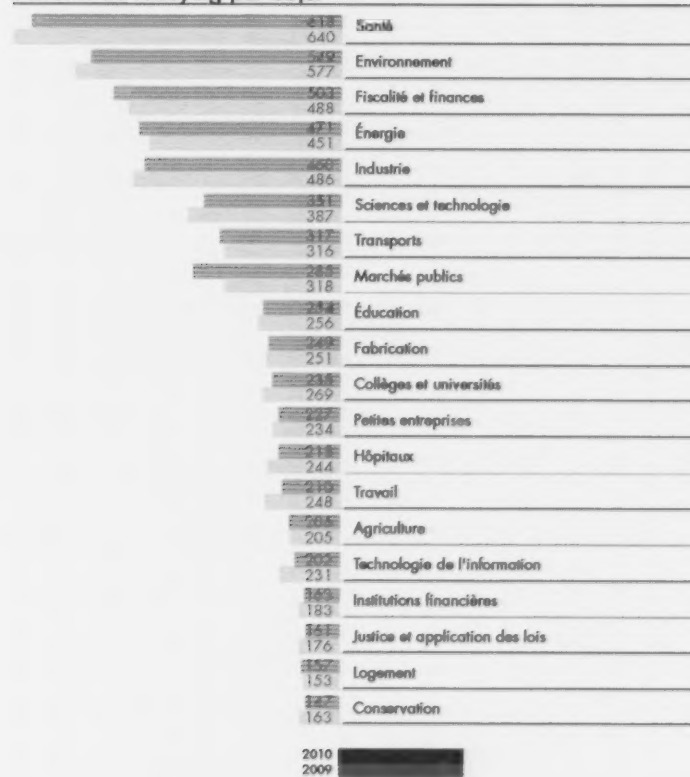
Activités de lobbying par ministère/organisme



2010
2009

¹ Ancien ministère de l'Énergie ² Ancien ministère du Développement économique
Ces statistiques englobent les lobbyistes enregistrés qui ont choisi l'option « gouvernement en entier ».

Activités de lobbying par objet



Consultations
Réunions
Groupes communautaires
Délégations étrangères

**État
financier et
Liaison**

ÉTAT FINANCIER ET LIAISON

État financier 2009 – 2010

Salaires et avantages	\$ 804,133.00
Transports et communication	\$ 59,558.00
Services	\$ 303,965.00
Fournitures et équipement	\$ 38,726.00
Total	\$ 1,206,382.00

- ◆ L'exercice du Bureau du commissaire à l'intégrité commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.
- ◆ Les opérations financières sont assujetties à une vérification par le Bureau du vérificateur général par l'entremise des comptes du Bureau de l'Assemblée.
- ◆ Des renseignements sur la divulgation des salaires du secteur public sont disponibles sur le site Web www.fln.gov.on.ca

Liaison

L'éthique et l'intégrité sont indispensables à la confiance du public envers le gouvernement, mais même les normes les plus élevées sont peu utiles si elles ne sont pas communiquées et expliquées. Au cours de l'année écoulée, le Bureau du commissaire à l'intégrité a travaillé fort pour transmettre le message aux députés, au personnel politique, aux membres de la fonction publique et au public en général.

► Réalizations cette année :

- ◆ le Bureau a rencontré les cadres supérieurs des 22 organismes, conseils et commissions dont les dépenses sont soumises à l'examen de la commissaire à l'intégrité;
- ◆ il a présenté des exposés sur l'éthique au personnel des cabinets des ministres;
- ◆ il a été l'hôte d'une conférence nationale des fonctionnaires fédéraux et provinciaux qui s'occupent de la divulgation des actes répréhensibles;
- ◆ il a renseigné des délégations de Chine, de Serbie, de Russie et du Ghana sur les règles et procédures en matière d'éthique de l'Ontario;
- ◆ il a publié une brochure expliquant les responsabilités de la commissaire;
- ◆ la commissaire a comparu devant des organismes municipaux et provinciaux chargés de veiller à l'éthique et à l'intégrité afin de partager les pratiques exemplaires;
- ◆ le Bureau a rencontré des groupes communautaires;
- ◆ la commissaire a comparu devant la Commission Oliphant;
- ◆ le Bureau a renforcé les relations avec d'autres organes législatifs en collaborant de façon formelle et informelle sur les questions d'éthique;
- ◆ il est resté un membre actif du Réseau canadien des commissaires aux conflits d'intérêts;
- ◆ il a rencontré et consulté des registraires des lobbyistes canadiens;
- ◆ il a assuré la formation professionnelle du personnel, qui a assisté à des conférences sur la divulgation des actes répréhensibles, les lois en matière d'éthique et l'enregistrement des lobbyistes. ►

Notre objectif est de persévérer avec énergie dans nos efforts au cours de l'année qui vient. Le Bureau prévoit d'élargir et d'améliorer le plan de communication et de liaison avec les responsables de certaines initiatives, notamment en rencontrant le personnel de circonscription des députés. Les membres du personnel ont entrepris un examen du site Web afin d'en améliorer la navigation et d'y ajouter du matériel de formation. Le Bureau prévoit également de créer de nouveaux matériels afin de souligner le travail effectué sur la divulgation des actes répréhensibles et l'enregistrement des lobbyistes.



CE RAPPORT EST AUSSI
DISPONIBLE EN FORMAT
PDF À www.oico.on.ca

THIS PUBLICATION IS ALSO
AVAILABLE IN ENGLISH

ON PEUT SE PROCURER DES EXEMPLAIRES DU
PRÉSENT DOCUMENT ET D'AUTRES PUBLICATIONS
DU GOUVERNEMENT DE L'ONTARIO AU

- ◆ 777, rue Bay, Toronto (Ontario) M5G 2C8 ou auprès de
- ◆ ServiceOntario, 110, avenue Laurier Ouest,
Ottawa (Ontario) K1P 1J1.

LES CLIENTS DE L'EXTÉRIEUR DE LA VILLE PEUVENT ÉCRIRE À

- ◆ Publications Ontario, 50, rue Grosvenor,
Toronto (Ontario) M7A 1N8
- ◆ Téléphone 416 326-5300,
- ◆ numéro sans frais en Ontario : 1 800 668-9938;
- ◆ télécopieur : 613 566-2234.

LES PERSONNES MALENTENDANTES PEUVENT APPELER,

- ◆ sans frais en Ontario, le 1 800 268-7095.

Paiement par carte Visa ou MasterCard.

Bureau du commissaire à l'intégrité 2, rue Bloor Est, bureau 2101 Toronto ON M4W 1A8
Téléphone : 416 314-8983 1 866 884-4470 Télécopieur : 416 314-8987 www.oica.on.ca